Jean-Jacques Panunzi dément les affirmations du collectif loi littoral

Dans un communiqué, Jean-Jacques Panunzi, président du conseil général de la Corse-du-Sud, dément les affirmations du collectif loi littoral : « Dans un article de Corse-Matin du 27 novembre intitulé Le collectif loi littoral veut des poursuites contre les préfets qui ont failli, retraçant les échanges entre les membres du Collectif loi littoral et le conseiller territorial de l'Élysée au sujet des « manquements au droit de l'urbanisme » en Corse, il est fait mention d'un dîner organisé en 2011 par le préfet Stéphane Bouillon au cours duquel la décision d'accorder un permis de construire à un certain M. Peretti, propriétaire à Coti-Chiavari, aurait été prise. Il est en outre précisé que ce dîner se serait tenu en « ma compagnie ». Cette affirmation est fautive : je démens catégoriquement avoir participé à une telle rencontre, ni même connaître ce M. Peretti. Elle est aussi et surtout scanda-

leuse. Après avoir accusé les préfets successifs depuis 2008 d'avoir détourné la loi Littoral, le Collectif laisse en effet entendre que la raison d'un tel « mal » est à chercher du côté des « interventions politiques à moyen ou haut niveau » qu'ils auraient à subir. Établir ainsi un raccourci entre un dîner qui n'a jamais eu lieu et les éventuelles pressions auxquels seraient soumis les représentants de l'État en Corse de la part d'élus est choquant. En procédant de la sorte, dans le contexte de tension et de violence que connaît la Corse, c'est l'opprobre que l'on jette sur l'ensemble du personnel politique insulaire. C'est l'honneur d'un élu qu'on livre aux chiens. Si je peux partager le souci de protection de l'environnement, je ne saurais cependant tolérer que de telles méthodes aux relents inquisiteurs et de telles accusations mensongères puissent prospérer dans l'opinion publique ».

CORSE MATIN 28/11/2012